Île de France

C T R E A Ile de France
Comité Technique Régional de l'Enseignement Agricole public

Réunion du 2 décembre 2015

Délégation SNETAP-FSU : Claire Pinault, Carlos Pereira, Tony Dos Santos, Fathia Lounici, Christiane Varon

Rentrée 2015

On constate une très légère augmentation des effectifs scolaires dans les lycées agricoles publics en IdF, soit 0,6% !..., au bénéfice de St Germain en Laye, tandis que ceux Brie-Comte-Robert et La Bretonnière sont en diminution.

	LEGTA St Germain en Laye	LEGTA Brie-Comte-Robert	LEGTA La Bretonnière
Rentrée 2015	491	468	234
Rentrée 2010	466	473	304
évolution	5,00%	-1,00%	**-23,00%**

Les effectifs en apprentissage ne sont pas stabilisés en décembre, donc présentés sous réserve...

Nos réactions :
Si Brie et St Germain se sont relativement bien sortis de la réforme de la voie professionnelle en terme d'effectifs, ce n'est absolument pas le cas de La Bretonnière. Le SNETAP-FSU insiste sur le fait qu'un projet d'évolution des structures de cet établissement doit rapidement être discuté.
La possibilité de développement du bac S à St Germain pose le problème de la concurrence avec la voie technologique et du manque d'identité agricole de ce Bac général. A Brie, la difficulté réside surtout dans le partage de la formation scientifique avec l'éducation nationale, et dans les difficultés de gouvernance qui en découlent.

Résultats examens session 2015

La moyenne des résultats régionaux est de 80.20%, contre 85,20 % pour les nationaux. On constate plus particulièrement des difficultés pour le bac techno dans l'élaboration du dossier technique. D'autre part, les BTS franciliens ont été défavorisés lors de cette session, du fait des interdictions de sorties dûes au dispositif Vigipirate, plus important en Ile de France qu'ailleurs.

Nos réactions :
Le SNETAP-FSU demande qu'un travail régional soit fait à propos du bac techno pour aider à la prise en compte des spécificités du territoire, vers les équipes pédagogiques, mais aussi l'Inspection et les jurys. Nous réitérons notre demande d'alerte auprès des jurys BTS sur les difficultés rencontrées dans la formation du fait des contraintes de Vigipirate, alerte qui n'a pas été prise en compte pour la session 2015 malgré l'engagement du SRFD.

Réformes pédagogiques

Rentrée 2015 : rénovation du CAPA. Peu d'échos de l'administration pour l'instant sur la mise en place...
Rentrée 2016 : Première rustine sur la réforme de la voie pro : le bac pro cgea sera rénové à la rentrée 2016. Les difficultés de cette formation faisaient que le diplôme emblématique de l'agriculture avait de plus mauvais résultats qu'avant la réforme... Autre modification pour septembre : la 2nde production regroupera les Productions animales et les Productions végétales. Enfin, le CAPA soigneurs d'équidés va évoluer en “Palefrenier Soigneur”, il gardera bien ses spécificités liées aux services en milieu équin.

Nos réactions :
Nous serons attentif à l'impact de la fusion des 2ndes production sur les postes d'enseignant l'année prochaine. Concernant le CAPA, les programmes importants en agroéquipement demandent une formation plus spécifique des enseignants techniques. Nous regrettons la disparition de l'évaluation officielle de la reconnaissance des végétaux. Par contre, nous sommes particulièrement

contents du revirement du ministère quant à la dispartion programmée du CAPA Soigneurs d'équidés, que le SNETAP-FSU a pu sauvegarder avec l'aide des collègues du CFA de Maisons-Laffitte ! Un bel exemple d'action syndicale : sauvegarde des postes des collègues et des jeunes en formation !

Evolution carte des formations franciliennes

Peu de demandes concernant l'enseignement public :

	LEGTA St Germain en Laye	LEGTA Brie-Comte-Robert	LEGTA La Bretonnière
voie scolaire	Poursuites d'ouverture d'EIL (production et aménagement) et de l'option informatique	Poursuite d'ouverture de la section européenne en STAV et demande d'ouverture d'une section sportive Handball 2nde GT	
voie apprentissage	BP Responsable d'exploitation agricole		CS Restauration collective Pour l'UFA de Brie : BP éducateur canin CS tracteurs et machines agricoles BPA travaux forestiers

Des demandes plus nombreuses de la part des établissements privés : BTS GPN à Tecomah *(arbitrage rendu favorablement par la DGER depuis...)*, bac pro CGEH à Forges *(arbitrage rendu défavorablement par la DGER depuis...)*, 3ème de l'EA à Igny, 2nde pro Agroéquipement à la MFR de Souppes, 2nde pro SAPAT à Marcoussis, Meudon et MFR Etampes !

Nos réactions :
Le SNETAP-FSU déplore le manque de demandes diplômantes dans le public, ainsi que le refus de la DGER d'ouvrir des licences pro et/ou prépa publiques en IdF. Nous sommes inquiets quant à la demande de Forges qui arrive dans un domaine très fermé, qui concurrencerait la formation en apprentissage de Rambouillet et ne résoudrait sans doute pas les difficultés multiples de cet établissement.
Enfin, nous nous élevons contre les multiples demandes d'ouverture sur la filière SAPAT : ce n'est pas le nouvel eldorado ! Attention à ne pas fragiliser les formations en place, comme cela a été le cas lors des ouvertures trop nombreuses en aménagement paysager il y a quelques années.

Dotations

La DGH _Dotation Globale Horaire_ pour cette année est stable dans la région. Le financement des Assistants d'Education “programmés” à la dotation serait assuré quasi totalement. A voir ensuite si l'ensemble des besoins en poste est assuré.

Nos réactions :
Concernant le passage de 70 à 100% de temps de travail pour les Agents Contractuels sur budget d'établissement -catégorie B et C-, le SNETAP-FSU insiste pour que l'administration régionale encourage les directions d'EPL à faire des propositions aux agents rapidement.

Valeurs de la République

Nos réactions :
Le SNETAP-FSU souhaite que les Valeurs de la république soient une préoccupation tout au long de l'année, et non une action de communication pilotée par le ministère, et nous demandons que des actions de formation soient mises en oeuvre pour les personnels à cet effet.

Médecine de prévention

Nos réactions :
Nous rappellons que les établissements ne bénéficient toujours pas des services d'un médecin de prévention et que nous réaborderons ce sujet lors du CHSCT régional du 10 décembre prochain.

Claire Pinault, Secrétaire régionale Ile de France SNETAP-FSU, le 2 décembre 2015